

Sommaire

1. Éditorial
2. Pour une approche opérationnelle du genre dans les projets urbains
3. Agence française de développement : le genre dans le financement de projets urbains
4. Développement urbain : lutter contre les inégalités liées au genre
5. Entretien avec Maria Elena Langa, femme politique du Mozambique
6. Promouvoir l'égalité femme - homme dans la gestion des affaires locales : l'action d'une organisation néerlandaise en Tunisie
7. Donner les moyens aux jeunes femmes de s'impliquer dans la vie locale
8. Agenda et publications



Joueurs de cartes dans un jardin public à Naples

Credit photo Mariame Durand

Se mobiliser pour l'égalité des sexes et la capacitation des femmes dans les villes

Dans un monde où 56% de la population vit en ville, la question de « l'égalité des sexes et de la capacitation des femmes » (GEWE en anglais) est centrale pour notre vie urbaine future. 75% des urbains pauvres sont des femmes et leur nombre va probablement augmenter. Dans ce numéro de *Villes en Développement*, nous nous intéressons à la mise en œuvre de la GEWE dans différents contextes.

Nous montrons ce qui fonctionne et ce qui peut être reproduit ailleurs. La diversité des approches prouve que de nombreuses voies existent pour contribuer à améliorer la vie des femmes à travers le monde. Au-delà de leurs différences, tous les articles évoquent l'impact des programmes et des projets sur le terrain. Il est capital de s'attacher à ceux qui les portent, dans la mesure où leur engagement personnel est un catalyseur.

Ouafae Sananes et Julie Salagnac-Diop présentent « la stratégie genre et développement » du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. La GEWE est une question transversale que la France veut prendre en compte dans tous ses engagements. C'est une priorité structurante de son action internationale. Guillaume Graff et Pierre-Arnaud Barthel offrent un aperçu de ce que cette stratégie, portée par l'Agence française de développement (AFD), a permis de réaliser sur une courte période : 50% des projets de l'AFD comptent au moins un volet dédié à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

D'un point de vue académique, Benjamin Michelin étudie comment

intégrer le genre aux projets, depuis le diagnostic jusqu'à la mise en œuvre du projet. Le chercheur relève deux enjeux : 1) comprendre au préalable qu'une telle approche requiert l'assentiment des parties prenantes pour lesquelles l'autonomisation des femmes n'est pas forcément une priorité absolue, 2) connaître les besoins locaux de la population et des femmes en particulier.

Trois femmes donnent leurs points de vue de terrain. Maria Elena Langa, maire d'une ville moyenne du Mozambique, livre un aperçu de la vie d'une femme politique engagée dans l'autonomisation des femmes et de la façon dont elle cherche à améliorer leur vie à Mandlakazi.

Henda Gafsi s'intéresse aux efforts conjugués déployés en Tunisie pour améliorer les conditions de vie des femmes à l'échelon local. Elle souligne l'action conjointe du gouvernement tunisien et du Centre international de développement pour une gouvernance locale innovante.

Claudia Bustos, du ministère chilien du Logement et du développement urbain, examine comment l'on peut soutenir le leadership des femmes au niveau local via le financement de projets et les échanges d'expériences avec des femmes leaders locales au Brésil.

Tous ces auteurs, dans leur engagement pour la GEWE, nous apportent des idées stimulantes sur la façon d'améliorer la condition des femmes et des jeunes filles pauvres en milieu urbain.

Dr Laura Lima

Urbaniste
Cities alliance

Pour une approche opérationnelle du genre dans les projets urbains

Socio-urbaniste, Benjamin Michelon est professeur associé à l'École d'Urbanisme de Paris, président de Adp Villes en développement et chef de projets au Groupe Huit. Le chercheur/praticien passe en revue l'ensemble des sujets et des étapes nécessaires à une approche genre de la ville en développement.

Au Nord comme au Sud, les projets urbains relèvent d'une certaine complexité : repérer les actions prioritaires à mener, localiser les investissements à réaliser, valider les financements et les modes de gestion... et définir les partenaires. La difficulté s'accroît de nos jours avec la revendication d'une participation large et l'injonction d'une implication effective des acteurs urbains dans le cadre d'une bonne gouvernance. La prise en compte d'une approche genre dans les projets urbains relève de cet impératif et pourrait marquer, si l'on s'en donne les moyens, un véritable progrès pour une approche inclusive. Intégrer cette approche à la problématique du développement urbain paraît cependant délicat.

En effet, les acteurs sont nombreux à interagir dans la définition d'un projet urbain. D'un côté, au niveau de la ville concernée, on assiste depuis l'avènement de la décentralisation à une plus grande implication des collectivités locales. Cette volonté d'impliquer les structures de gouvernance locale, composées « d'élites urbaines » ayant un pouvoir décisionnel important sur les projets, peut parfois se faire au détriment de « groupes sociaux les plus fragiles » (Pinson, 2009)¹.

De l'autre, le bailleur de fonds cherche à orienter le projet pour qu'il corresponde à la stratégie défendue par son institution : au renforcement des capacités des institutions locales s'ajoute la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion. C'est tout le sens de l'inclusion d'une approche « genre » qui apparaît par la volonté du bailleur de fonds visant à rétablir un certain équilibre au sein de son projet.

De l'idée à la mise en œuvre

Si l'on peut adhérer à l'idée, sa mise en œuvre demeure complexe. Tout d'abord, il faut collecter et analyser

les données désagrégées spécifiques à chacun des groupes (homme et femme) afin de pouvoir repérer les difficultés sexo-spécifiques et évaluer les résultats. Il faut aussi analyser la demande, les pratiques sociales et spatiales des femmes et des hommes, ainsi que les interactions, afin de mesurer les interventions et les investissements nécessaires. A toutes les étapes, il convient encore d'adopter une approche participative. Tout au long de la réalisation du projet, on doit adopter le genre dans les relations inter-acteurs comme angle d'approche. Les modes d'animation doivent permettre la prise de conscience de tous et la prise de confiance des femmes.

Ce travail, s'il semble partir de bonnes intentions, se heurte à des difficultés de mise en œuvre. Insérer la thématique « genre » dans un projet nécessite de la pédagogie. Si ce concept est maintenant répandu dans le milieu des bailleurs de fonds (ce qui n'exclut pas toujours les réactions du type « le genre, c'est une affaire de nanas »), il est encore peu connu et reconnu par les acteurs des pays du Sud. Aborder la question sous l'angle du genre nécessite de former et sensibiliser les acteurs locaux sur la thématique, tant les équipes menant les projets que les groupes bénéficiaires, femmes et hommes.

Il convient également d'ancrer dans la durée les outils et méthodes valorisant une approche « genrée » des espaces urbains. Imposer une vision spécifique dans un environnement peu enclin à adopter cette approche est un défi. En questionnant la manière de vivre de chacun des types d'habitants, on s'aperçoit que la ville n'est pas la même pour tous, que les espaces ne sont pas partagés de la même manière. La notion d'espace vécu permet de mettre en évidence que l'espace urbain n'est pas le même pour tous. Dès 1973, Raymond Ledrut

relève des « contradictions multiples des perceptions et des comportements dans le système des signes et symboles urbains » (Ledrut cité par Frémont, 1974)². Il faut une approche fine du territoire et une observation in situ prenant en compte les différentes temporalités urbaines. Avoir du temps pour analyser ces pratiques est donc important. Par la suite, cette analyse peut être utile pour concevoir un plan d'urbanisme inclusif. C'est toute une politique urbaine locale qui doit être pensée avec l'approche genre, et donc toute une philosophie de développement urbain à promouvoir.

Le niveau citoyen et le niveau institutionnel

Au-delà, se pose la question de la lisibilité et de l'opérationnalité des projets urbains. Planter une politique « genre » révèle une contradiction. Il faut d'un côté valoriser la collectivité locale qui, bien que peu en avance sur la parité (ex. les conseils municipaux), a toute légitimité face aux bailleurs de fonds, et de l'autre promouvoir une approche spécifique s'intéressant à des groupes souvent représentés par des associations locales. La participation et l'implication de la société civile font face à la volonté de renforcement institutionnel des capacités des collectivités locales. Travailler simultanément sur les deux niveaux d'acteurs est important. C'est toute la question et l'enjeu de la participation qui valorise certains groupes dans ce cadre.

Cibler un projet urbain sur une catégorisation de population pose en outre la question des minorités : si l'on traite de l'égalité homme/femme, il faudrait, par exemple, traiter également de la question jeune/vieux. Multiplier les objectifs et les sous-objectifs rend le projet difficile à mettre en œuvre. Pour dépasser ces clivages simplistes, une solution plus efficace,

1. Pinson G., 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

2. Ledrut R. 1973, *Les Images de la ville*. Paris, Anthropos.

Frémont A., 1974, *Recherches sur l'espace vécu*, Espace géographique, tome 3, n°3, pp. 231-238.

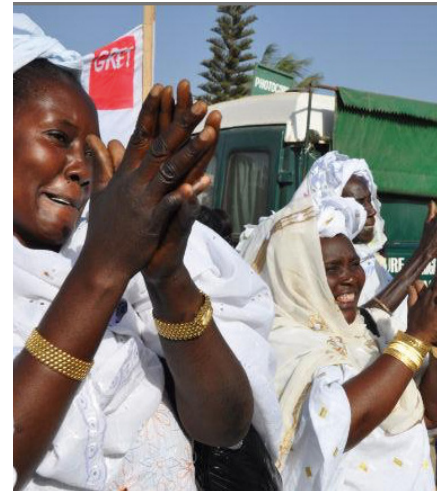
proposée par les sociologues, serait de chercher plus loin pour prendre en compte l'intersectionnalité³ afin d'intégrer la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination sociales.

Moyens financiers, engagement spécifique et encadrement sont requis pour arriver aux résultats escomptés. Et aussi du temps pour faire avancer les mentalités... Cependant, on peut parfois se demander si les citoyens des villes en développement ont ce temps à disposition. Les besoins des villes en développement au regard des enjeux sont énormes : augmentation de la population urbaine sans précédent

dans les 20 prochaines années, territoires en proie au changement climatique, insertion des quartiers précaires, construction de villes intelligentes et durables et des villes en quête d'industrialisation et de développement, comme vient de le rappeler la Banque mondiale (Banque mondiale, 2015 et 2017)⁴.

Intégrer la problématique du genre dans les projets urbains a le mérite de spatialiser l'approche mais risque d'aboutir à une dissolution des objectifs premiers du développement urbain. Le mieux ne serait-il pas l'ennemi du bien ? ■

Benjamin Michelon



Le rôle de la femme dans la société largement débattu au Forum social mondial de Dakar en 2011

AFD : le genre dans le financement de projets urbains

Guillaume Graff et Pierre-Arnaud Barthel, chefs de projet à l'AFD, nous expliquent comment le genre est pris en compte dans les projets financés par l'Agence.

La première stratégie de l'AFD sur la réduction des inégalités femmes-hommes a été validée en 2014, profitant de la dynamique impulsée par le Ministère des affaires étrangères qui avait actualisé en 2013 la stratégie française « genre et développement ». Poussée par une volonté politique, la mobilisation de l'AFD a été importante : un réseau de référent.e.s genre a été mis en place au siège et dans les agences locales, des outils opérationnels ont été mis à disposition des équipes-projets tels que des boîtes à outils sectorielles ou des profils pays genre (téléchargeables sur le site de l'AFD). L'AFD a fait des publications et des conférences sur le sujet.

Le genre fait désormais l'objet d'un avis systématique rendu lors de l'instruction des projets, selon un système de notation correspondant à l'indicateur du CAD de l'OCDE, ce qui permet de faciliter l'évaluation externe du dispositif, suivi annuellement par le MAE et par le Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes. En 2016, les résultats sont là : plus de 50% des opérations contiennent au moins un objectif explicite relatif au genre. L'AFD entend aller encore plus loin à travers sa nouvelle stratégie genre, en cours de rédaction.

Dans les projets urbains, la tâche reste délicate, car l'approche genre est un sujet relativement nouveau et les équipes-projet ne savent pas toujours par quel bout l'aborder. L'ampleur persistante des inégalités et la

recherche d'une amélioration des indicateurs poussent pourtant les agents à se former et à innover. Deux actions simples permettent de traduire les objectifs de façon opérationnelle : systématiser la collecte de données sexo-différenciées et impliquer les partenaires dans la mise en œuvre et le suivi des activités.

De nombreux outils pratiques peuvent ensuite être mobilisés : plan d'action genre accompagnant la conception des espaces pour améliorer leur utilisation par les femmes (transports en commun, espaces publics, marchés), actions de formation et d'appui à l'entrepreneuriat dédiées aux femmes, renforcement de la présence de femmes dans les équipes-projets, etc. Dans le projet de ville nouvelle de Zenata par exemple, des groupes de femmes ont été impliqués dans la planification des réinstallations (choix des sites, modes de compensation). Les données désagrégées collectées lors de l'étude d'impact ont permis d'élaborer un plan d'action suivi à travers des rapports trimestriels, incluant des mesures d'aide particulières pour les femmes (suivi médical, alphabétisation, accès au crédit).

En Birmanie, à Rangoun, l'important pourcentage de ménages dirigés par des femmes a incité l'équipe-projet à réfléchir aux moyens d'éviter que le projet ne détériore leur situation (principe « *ne pas nuire* ») et à intégrer dans les études de conception un traitement privilégié des femmes sur le marché de Pazaundaung et la future bibliothèque nationale. ■

3. Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », University of Chicago Legal Forum, 1989, p. 139-67.

4. Banque mondiale, 2017. *Ouvrir les villes africaines sur le monde*, Washington DC : World Bank World Bank, 2015. *Competitive Cities for Jobs and Growth: What, Who, and How*, Washington DC : World Bank.

Développement urbain : lutter contre les inégalités liées au genre

La stratégie genre du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères est présentée ici par deux chargées de mission. Julie Salagnac-Diop est conseillère en développement urbain à l'international, Ouafae Sananes est spécialiste « genre » à la direction du développement et des biens publics mondiaux. Pour donner toute leur place aux femmes dans la ville, la politique de l'État français obéit à des objectifs précis et planifiés.

Elles rassemblent plus de la moitié de la population mondiale et une forte croissance urbaine, provenant à 95% des pays en développement, est attendue ; les villes représentent un axe d'intervention prioritaire pour la France. La bonne compréhension et l'anticipation des changements à venir est un enjeu fort pour notre politique extérieure.

Les villes sont source d'opportunités en matière de développement durable et solidaire, notamment en termes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Les zones urbaines sont en effet caractérisées par leur diversité culturelle, propice à la déconstruction des stéréotypes, des normes sociales, des traditions ou des coutumes qui maintiennent les femmes et les groupes défavorisés en marge de la société. Les villes favorisent la mobilisation sociale et la liberté d'expression et, de ce fait, permettent une plus large participation aux processus politiques et aux prises de décision.

Pour autant, en dépit de profonds changements, les femmes souffrent toujours de disparités fortes en ville. Les femmes pauvres, et particulièrement celles qui habitent dans les zones périurbaines et défavorisées, sont les plus exposées. Elles rencontrent davantage de difficultés pour mobiliser des revenus (emplois peu qualifiés, mal rémunérés, souvent informels), pour accéder au foncier, à un logement digne ou à des services adaptés à leurs besoins.

Eradiquer les inégalités liées au genre, et donc toutes formes de discriminations, de violences, de harcèlements à l'encontre des femmes et des jeunes filles, est un préalable absolu. En adoptant la *stratégie genre et développement 2013-2017*, la France a fait de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la défense des droits des femmes des impératifs éthiques et politiques, des objectifs de développement à part entière, garants d'un développement inclusif, transversal, à la fois plus juste et plus efficace.

Des objectifs précis pour 2017

Fruit d'une concertation avec l'ensemble des acteurs français du développement, qu'ils soient institutionnels ou de la société civile, la *stratégie 2013-2017* a été adoptée au Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID) le 31 juillet 2013 http://www.diplomatie.gouv.fr/squelettes/liseuses_pdf/liseuse/76990/sources/indexPop.htm. Elle fixe des objectifs précis à l'horizon 2017 : la sensibilisation et la formation des actrices et acteurs du développement, l'appui à la recherche, la promotion du dialogue avec la société civile et la redevabilité en termes d'efficacité de l'aide au développement.

Le genre devient ainsi un thème transversal de l'action extérieure de la France.

1) Dans les instruments de financement et de mise en œuvre des projets de développement : toutes les propositions de projets et demandes de subventions sont examinées selon la perspective de genre. L'AFD intègre la dimension genre dans plus de 50 % de ses projets ; les autres opérateurs comme Expertise France, l'Institut français ou Campus France, inscrivent le genre dans leur contrat d'objectifs et de moyens et élaborent leur propre plan d'action.

2) Dans le plaidoyer politique au niveau bilatéral, européen et multilatéral. Le nouvel agenda urbain adopté en octobre 2016 à Quito lors de la Conférence Habitat III sur le logement et le développement urbain traduit ces efforts de plaidoyer au niveau multilatéral. Les Etats membres se sont ainsi engagés à ce que les « services (de base) tiennent compte des droits et des besoins des femmes » (§34). En parallèle, une attention particulière sera portée « à la sécurité des droits fonciers des femmes, élément clef de leur autonomisation, notamment en mettant en place des mécanismes administratifs efficaces » (§35).



Travail mené par Citées Alliance et le ministère du logement chilien, dans le cadre du programme « Queremos Barrio »

Investir tous les domaines et tous les niveaux de décision

Les Etats membres prendront « des mesures visant à promouvoir la participation pleine et entière des femmes et l'égalité des droits dans tous les domaines et dans les fonctions de direction à tous les niveaux de la prise de décision, y compris dans les administrations locales » (§90). Pour ce faire, « des initiatives de consolidation des capacités en vue d'accroître l'autonomie et de renforcer les compétences et les capacités des femmes » seront prises (§155).

Par ailleurs, la France se mobilise pour la lutte contre les violences. Elle est à l'origine de la résolution "Apprendre sans peur : prévenir et combattre les violences liées au genre en milieu scolaire", adoptée par l'Unesco le 16 avril 2015. Les violences de genre sur le chemin de l'école, au sein de l'école ou dans ses alentours, dans les transports et les espaces publics, constituent un frein à l'autonomisation des femmes et contribuent au décrochage scolaire. Dans cette perspective, la France appuie l'initiative de lutte contre les violences dans les espaces publics et dans les villes « Safe cities », portée par Onu Femmes. ■

Julie Salagnac-Diop et
Ouafae Sananes

Entretien avec Maria Elena Langa, femme politique du Mozambique

Maria Helena Langa est maire de Mandlakazi, une ville moyenne du Mozambique. Connue pour son soutien et son engagement en faveur de l'égalité des sexes et la responsabilisation des femmes, Mme Langa est aujourd'hui l'une des principales interlocutrices politiques dans ce domaine au Mozambique. Elle exerce plusieurs responsabilités nationales et internationales.

Mme Langa nous ouvre une fenêtre sur son histoire personnelle et nous explique comment elle inclut la dimension genre dans son activité de maire.



Pouvez-vous nous dire quelques mots sur vous ?

Après la fin de la guerre civile au Mozambique, en 1997, j'ai créé l'Association Muchefa (l'acronyme signifie en portugais « ménages dirigés par des femmes ») dont l'objectif était de soutenir ces femmes après la guerre. Les principales activités de Muchefa vont des programmes éducatifs pour les enfants aux programmes d'autonomisation et de sensibilisation destinés aux femmes, en passant par la création d'écoles communautaires pour les enfants dont les mères ont travaillé à reconstruire leurs quartiers déchirés par la guerre.

J'ai été conseillère municipale de 1998 à 2003, année où j'ai été élue membre de l'assemblée municipale jusqu'en 2008. J'ai été élue maire en 2009 et réélue en 2013. J'ai pris part durant mon premier mandat à la création du REFELA. Je suis aussi vice-présidente de l'Association nationale des municipalités mozambicaines (ANAMM).

L'une des marques de votre histoire politique est la priorité que vous donnez à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. D'où vient cet engagement ?

Il est ancré dans mon expérience personnelle, tout comme dans les aspects culturels de la vie quotidienne au Mozambique. J'ai souvent été témoin de situations où les femmes tenaient des seconds rôles dans leurs relations avec les hommes, souvent à l'arrière-plan dans l'activité politique. J'en ai conclu qu'une stratégie était nécessaire pour promouvoir l'égalité des chances entre sexes. Néanmoins, pour parvenir à l'égalité hommes - femmes, celles-ci doivent accéder à l'autonomie, à l'éducation, à la formation. La nécessité de donner aux femmes les moyens de développer leurs capacités, d'avoir une éducation et de se présenter sur un pied d'égalité n'avait jamais été discutée.

Comment avez-vous mis cet engagement en pratique auprès des jeunes filles et des femmes pendant votre mandat ?

Mon mandat de maire m'a permis d'aider les femmes qui n'avaient pas eu la chance de prendre part au développement urbain et à la gouvernance. J'ai favorisé des programmes éducatifs pour les filles, des programmes d'alphabétisation, d'autonomisation et de sensibilisation pour les femmes.

En ce qui concerne la participation politique, mon bureau a créé un forum municipal participatif de 50 membres

(à parité femmes-hommes), représentant des résidents de diverses strates sociales et de différents quartiers. Le forum se réunit quatre fois par an pour consulter, planifier et évaluer les activités municipales. Ses membres sont représentatifs de chaque district. Ils présentent les problématiques de chaque quartier ainsi que des projets pour le programme de travail de l'année suivante.

Outre le forum municipal, il existe aussi un forum des femmes (30 membres) et un forum des jeunes (30 membres). Ces groupes interagissent avec le conseil municipal et participent à la planification des activités, à des auditions publiques mensuelles sur les préoccupations de la communauté et à la recherche conjointe de solutions aux problèmes locaux. Ils hiérarchisent aussi les projets mis en œuvre l'année suivante. Un quota de 30% des projets sélectionnés pour être financés cible tout particulièrement les femmes et les enfants.

Selon vous, comment les institutions internationales et les États peuvent-ils contribuer à renforcer la sensibilisation au genre ?

Il existe tout d'abord un immense vide législatif. Notre législation mozambicaine ne définit pas clairement comment parvenir à l'égalité des genres. On en parle beaucoup mais nous avons besoin de dispositifs de mise en œuvre et de budgets dédiés qui soutiendront les politiques d'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

Par exemple, il n'y a pas d'égalité des chances en politique pour les femmes et pas de règle juridique pour promouvoir des quotas en faveur des femmes. Les hommes finissent par avoir l'avantage lors des élections pour des raisons économiques et culturelles. En plus des partis politiques, il faudrait que les gouvernements prévoient la participation réelle des femmes aux postes décisionnaires. Deuxièmement, au-delà du besoin de promouvoir la participation à la fois des hommes et des femmes en politique, il faudrait également s'efforcer de mieux former les femmes à se représenter elles-mêmes dans les différents postes qu'elles occupent – en tant que leaders communautaires, ainsi qu'en tant qu'élues locales et nationales.

La représentation des femmes au niveau décisionnaire constitue certainement un bon début mais leurs compétences doivent être renforcées. Ce sont là des domaines où les organisations internationales peuvent collaborer avec les institutions locales et nationales. ■

Promouvoir l'égalité femme - homme dans la gestion des affaires locales : l'action d'une organisation néerlandaise en Tunisie

Henda Gafsi est urbaniste, spécialisée sur l'approche genre. Elle décrit l'action du centre international de développement pour la gouvernance locale innovante (CILG). Celui-ci est l'émanation d'une association de communes néerlandaises (VNG), mobilisée sur la coopération internationale au Proche-Orient et Maghreb.

Un contexte national favorable à l'émergence des femmes dans la vie locale

La Tunisie traverse depuis plus de six ans une période de démocratisation de la vie publique, globalement favorable aux femmes et au renforcement du pouvoir local. C'est ainsi que la Constitution de janvier 2014 consacre l'égalité entre les femmes et les hommes et la parité dans les instances élues. Le processus de décentralisation en cours est propice à plus d'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local. Les élections municipales qui auront lieu en novembre 2017 sont susceptibles de favoriser le leadership politique des femmes et des hommes dans la gestion de la Cité.

Mais une réalité qui évolue trop lentement, les villes tunisiennes restent «des villes d'hommes»

Malgré les évolutions politiques positives que connaît le pays, les Tunisiennes, y compris les citadines, continuent à souffrir de discriminations. Celles-ci se traduisent notamment par la persistance de taux d'analphabétisme et de chômage féminins deux fois plus élevés que chez les hommes et par un contrôle social pesant, en particulier dans les espaces publics. Il faut également souligner la marginalisation des femmes dans les instances de décision, qu'il s'agisse des municipalités, des associations ou des organisations de quartier.

Afin de pallier ces lacunes, de nombreuses institutions nationales et internationales unissent leurs efforts pour infléchir positivement la situation en faveur d'une gouvernance locale plus égalitaire, démocratique et décentralisée. CILG-VNG¹ International, apporte sa contribution à cet effort, à travers le Pagudel, Programme d'appui à la gouvernance urbaine démocratique et au développement économique local.

CILG-VNG International œuvre pour la promotion de l'égalité femmes - hommes dans la vie locale

CILG- VNG International a adopté depuis près de cinq ans un programme d'action spécifique pour promouvoir l'égalité de genre dans la gestion des affaires locales. Le Centre a notamment œuvré, à la mise en place en 2014 du Comité national pour la promotion de l'égalité femmes-hommes dans la gestion des affaires locales (CNP-Egal), sous l'égide du ministère de la femme, de la famille et de l'enfance, en collaboration avec le Centre de recherche, d'étude, de documentation et d'information sur la femme. Ce comité réunit les représentant(e)s des ministères, associations, organismes et programmes de coopération internationale, engagés dans la promotion de l'égalité de genre et la décentralisation.

L'action du CNP-Egal se focalise sur le développement de plaidoyers prônant l'égalité de genre dans la gouvernance locale. Elle se focalise aussi sur la décentralisation et sur le monitoring des réformes en cours, fondé notamment sur des « lectures genre » des projets législatifs (loi électorale municipale, loi organique des collectivités locales, code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme). Les propositions de modification de ces textes en faveur de l'égalité de genre ont été acceptées pour 80% d'entre elles.

Une autre action majeure du CNP-Egal

Sous l'instigation du CNP-Egal, en 2015, a été élaborée une charte nationale pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gestion des affaires locales. Cette charte a été déclinée dans plusieurs villes par des associations locales, en collaboration avec les communes. Elle part du principe que les parties prenantes

actives dans la vie locale collaborent et s'engagent à mettre en place des politiques publiques, stratégies de développement, budgets et projets locaux, prenant en compte les besoins des femmes et des hommes dans les différents aspects de la vie locale.

Il faut également mentionner la stratégie intersectorielle d'inclusion des femmes dans la vie locale dans la ville de Béja, élaborée en 2016 par un comité local composé de représentants de la municipalité et d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle a l'ambition d'œuvrer pour que les citadines soient autonomes, disposent de davantage d'accès à la culture, à l'emploi, aux responsabilités et à la prise de décision et soient reconnues comme étant des actrices majeures du développement du territoire, au même titre que les hommes.

Cinq axes stratégiques ont été définis :

- l'employabilité et l'entrepreneuriat féminin,
- la réduction de la prévalence des violences à l'encontre des femmes,
- l'accès à la culture et aux loisirs,
- la participation à la vie publique et à la prise de décisions,
- la mise en place des dispositifs de gouvernance de la stratégie.

Force est cependant de reconnaître que la partie est loin d'être gagnée. Seule une action collective, soutenue dans la durée par l'État, les communes, les associations et des institutions d'appui, à l'instar de CILG-VNG International, permettra d'enclencher des changements irréversibles favorables au développement de villes égalitaires, riches de leurs femmes et leurs hommes. ■

Henda Gafsi



1. CILG-VNG International est le centre international de développement pour la gouvernance locale innovante, bureau régional Mena de l'agence de coopération internationale de l'association des municipalités néerlandaises

Donner les moyens aux jeunes femmes de s'impliquer dans la vie locale

Claudia Bustos est responsable du programme national de revalorisation des quartiers au ministère du logement et du développement urbain du Chili depuis sept ans. Elle décrit une initiative gouvernementale qui, outre la réhabilitation urbaine, aide les femmes à s'impliquer dans la vie locale.



Jeunes filles devant la fresque murale qu'elles ont conçue avec des capsules de bouteille. Puntas Arenas, Chili. Réalisation primée dans le cadre du programme « Quiero mi barrio ».

La nécessité d'une action gouvernementale en faveur de l'égalité des sexes et de la responsabilisation des femmes a été reconnue au plan international dans le cadre des Objectifs de développement durable mondiaux et du Nouvel Agenda urbain de l'Onu. Différentes voies permettent aux femmes de s'autonomiser et d'accéder à des postes de responsabilité au niveau communautaire, local ou national. Le ministère chilien du Logement et du développement urbain (Minvu) parraine un prix des meilleures pratiques pour rendre les femmes plus autonomes, dans le cadre d'un partenariat avec le Brésil, le gouvernement de l'État de Pernambouc et le programme Cities Alliance. C'est sur la base des expériences du programme de valorisation des quartiers « Quiero Mi Barrio », et pour soutenir les échanges de connaissances et la mutualisation des initiatives locales, que le Minvu a lancé le concours qui prime des projets créatifs et innovants suivant des critères de qualité et d'intégration.

"Quiero Mi Barrio" (j'aime mon quartier) a été créé par le Minvu en 2006 pour lutter contre l'inégalité et l'exclusion dans des zones de détérioration du tissu urbain et de vulnérabilité sociale. Il cible les partenariats entre une communauté et une municipalité pour la rénovation d'espaces publics, de bâtiments et/ou le renforcement des relations sociales.

Identité, sécurité, environnement

Un processus participatif et inclusif détermine les priorités. Les initiatives sont structurées autour des axes de l'identité, de la sécurité et de l'environnement.

L'appel à projets 2016 a marqué les 10 ans du programme Quiero Mi Barrio. Il a primé trois projets autour de l'intégration et de l'appropriation de l'espace public qui soulignent le rôle

des femmes et des jeunes comme leaders communautaires. L'un des projets lauréats – *tapismo* – concernait la réhabilitation participative d'un mur de quartier contre lequel on déposait des ordures. L'initiative incluait la participation de la communauté locale et des écoles à la réalisation d'une fresque murale et aux activités de nettoyage et de recyclage, afin de revaloriser cet espace délaissé. La communauté et les autorités municipales ont reconnu cette initiative comme une contribution à l'identité et à la réhabilitation des espaces publics. Les deux autres projets lauréats touchaient à l'intégration des migrants aux communautés locales. L'un des projets était un plan d'action incluant des discussions sur la cohabitation et les défis communs et des réunions autour de la gastronomie, du sport et de la culture. L'autre projet a permis à la communauté de lancer ses premiers jeux interculturels. En plus de favoriser l'intégration, la diversité et l'inclusion, ces initiatives ont également généré de nouveaux partenariats entre organisations sociales et autorités locales. Elles ont aussi permis de percevoir le rôle des populations migrantes comme parties prenantes locales.

Échange d'expériences urbaines

Grâce au soutien du Minvu et de Cities Alliance, les lauréats ont pu participer à un échange d'expériences urbaines à Recife au Brésil. La délégation chilienne a rencontré des organisations brésiliennes et internationales qui travaillent dans les communautés. Elle a pu participer à un échange de savoirs sur des projets et initiatives mis en œuvre dans ces deux pays. L'une de ces initiatives – la Boca da Ilha (la bouche de l'île) – est une radio communautaire qui a vu le jour à Ilha de Deus, un village de pêcheurs, ancien quartier d'habitations précaires sur pilotis, devenu ces dernières an-

nées un lieu touristique. Les lauréats ont également pu se réunir au Metropolitan Center for Women, lié au Secrétariat pour les femmes de Recife, où ateliers de couture, de cuisine et d'artisanat sont organisés.

L'objectif est de permettre aux femmes d'accéder à une autonomie économique. Les délégations brésilienne et chilienne ont discuté du leadership communautaire, du rôle des femmes et de la nécessité de faire progresser les politiques de genre dans les projets urbains. Réflétant les identités locales, ceux-ci contribuent à des cités plus inclusives. « Nous n'oublierons pas ces expériences » ont relevé Simoné Tejada, 15 ans, qui a mis sur pied l'un des projets lauréats avec une amie de son âge, Natalia Pineda.

Les paroles de Simoné Tejada sont au cœur même de ce que cet échange cherchait à souligner et à promouvoir : l'innovation sociale, l'apprentissage et la quête d'autonomie pour la prochaine génération de femmes leaders au Chili. Ce faisant, les échanges ont également permis de mesurer le travail entrepris dans un autre pays d'Amérique latine et de comprendre l'importance des discussions méthodologiques et des enseignements à en tirer. Les échanges éducatifs entre leaders communautaires contribuent à générer des savoirs issus d'expériences concrètes. Ils permettent aussi aux parties prenantes d'identifier, de réfléchir et de chercher des solutions aux inégalités actuelles, qui affectent en premier lieu les femmes, les enfants, les jeunes et les migrants. Les gouvernements locaux et nationaux n'oublieront pas cette expérience, encore moins les jeunes actrices locales qui ont vu leur travail reconnu et ont apporté et bénéficié de savoirs réciproques. ■

Claudia Bustos



Boîte à outils genre - Le développement urbain, de Mina Saidi-Sharouz et Sarah Lahmani-Saada. Ed. AFD, 2016.

Quatre sections : enjeux liés au genre dans le développement urbain, fiches outils, supervision et évaluation des projets, revue des pratiques d'intégration du genre dans le développement urbain.

Sous le développement, le genre, sous la direction de Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Hélène Guétat-Bernard. Ed. IRD, collection Objectifs Suds, 2017.

La question du genre reste cachée sous le développement. Cet ouvrage montre en quoi et comment le concept de genre permet de revisiter les études de développement.



Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes, sous la direction de Gaëlle Gillot et Andrea Martinez. Ed. IRD, collection Objectifs Suds, 2017.

Dans l'effervescence des « printemps arabes », de nouvelles formes de revendications féministes ont conquis la scène politique. Analyse critique des combats pour les droits des femmes. [Consultable en ligne](#)

Les femmes et leur place en ville, de Baltimore à Bombay, Le Monde, Ferial Alouti, 21 janv. 17.

Pendant sept mois, l'association Womenability a sillonné le monde pour dresser un état des lieux de la place des femmes dans l'espace public. [Consultable en ligne](#)

Ce numéro est publié avec le soutien de l'Agence française de développement, du CEREMA, de Cities Alliance, du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires et du Ministère de la cohésion des territoires

Directeur de publication

Benjamin Michelon - Président d'AdP-Villes en Développement

Rédactrice en chef

Aurélie Landon - AdP-Villes en Développement

Rédactrice en chef invitée

Laura Lima

Comité de rédaction

Serge Allou, Pierre-Arnaud Barthel, Marcel Belliot, Ferdinand Boutet, Xavier Crépin, Franck Charmaison, Yves Dauge, Sylvie Jaglin, Camille Le Jean, François Noisette, Françoise Reynaud, Julie Salagnac-Diop, Irène Salenson, Christine Weil.

Secrétariat de rédaction

Marianne Durand - AdP-Villes en Développement

Traducteur

Kevin Riley, Fadhila Lemeur.

Mise en page

Alexandre Pison

Ce bulletin est en ligne sur le site de
AdP-Villes en développement
www.ville-developpement.org

Abonnement : 4 numéros par an : 30 euros

1^{ère} édition du concours vidéo AdP Villes en Développement : s'adressant aux jeunes professionnels, de niveau Master 2, avec moins de 10 ans d'expérience, pour promouvoir leur savoir-faire et présenter les enjeux des villes du Sud. Un prix du public et un prix du jury seront décernés. Inscription avant le 30 juin 2017. Date limite de réception des vidéos : 30 août 2017. 1^{er} tour, vote des membres AdP, du 1^{er} septembre au 15 octobre 2017. 2^e tour, votes du public et du jury, du 1^{er} au 15 octobre 2017. Remise des prix : semaine du 15 octobre 2017. [Pour en savoir plus et vous inscrire.](https://www.ville-developpement.org/nos-actions/prix-vidéo)

Le monde croule, littéralement, sous les déchets : en 2017, deux montagnes d'ordures se sont effondrées en Ethiopie et au Sri Lanka, causant 94 morts. Les autorités cherchent désormais à encourager le réemploi, le recyclage, le compostage et l'incinération des déchets, afin de limiter la saturation des décharges. Cette réorientation soulève de nombreux défis.

L'AFD organise le 9 juin une conférence sur les innovations sociales, institutionnelles ou financières pour la valorisation des déchets urbains. Elle s'appuiera sur les 6 études de cas menées dans le cadre du programme de recherche Organisation de la valorisation des déchets dans les villes en développement. Inscription indispensable !

<https://www.eventbrite.fr/e/billets-en-quete-dinnovation-valorisation-des-dechets-dans-les-villes-du-sud-34065292206>

Passages à Valparaiso. Concours international en deux phases, présélection et atelier de projet sur place, ouvert aux jeunes professionnels de la conception architecturale, paysagère et urbaine, et des sciences sociales. Chaque équipe - de 3 à 5 personnes - doit être multidisciplinaire (architectes, urbanistes, paysagistes, sociologues, chercheurs, géographes, artistes...). Clôture des candidatures le 28 juin 2017 : [Pour en savoir plus et vous inscrire.](#)



Villes en développement
Association de professionnels